

Concours : 2<sup>e</sup> concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## La justice prédictive

Plusieurs entreprises innovantes se sont créées ces dernières années dans le but de proposer des services dits de « justice prédictive ». Ces services consistent en des algorithmes d'intelligence artificielle qui analysent un grand nombre de décisions de justice pour fournir une prévision sur l'issue possible d'un litige. (doc. 9). Si ces innovations peuvent permettre d'assister les acteurs de la justice dans leur travail, elles peuvent toutefois entraîner des changements sur la façon dont la justice est rendue, qu'il est nécessaire d'anticiper. Au développement annoncé du secteur de la justice prédictive (I) répond donc une réflexion sur ses enjeux et sa régulation (II).

### I. L'expansion rapide de la justice prédictive

Le secteur de la justice prédictive est de création récente et reste pour l'instant limité dans sa taille et dans ses performances (A). Il est cependant amené à croître et à fournir des services plus aboutis (B).

#### A. Une technologie innovante encore à ses débuts

La justice prédictive propose de prévoir autant que possible l'issue d'un litige à partir de l'analyse de grandes masses de données de justice (« big data ») (doc. 2). L'usage à ce propos de l'adjectif « prédictif », calqué de l'anglais, a pu être critiqué par certains qui lui préfèrent les notions de prévisibilité ou de probabilité, ou encore de justice simulée, plus proches de la réalité technique de ces algorithmes (doc. 5 et 14).

En effet, ces algorithmes reposent avant tout sur l'analyse statistique de décisions de justice et sur la corrélation entre les éléments de contexte d'un dossier et l'issue de la décision (doc. 7). Peu d'entreprises ont tenté de



modéliser le processus de décision du juge (doc. 11). Le type d'algorithme utilisé, le « machine learning », est aussi par essence limité dans sa capacité à restituer l'enchaînement causal propre au raisonnement juridique (doc. 19).

Les services de justice prédictive constituent un petit ensemble au sein des « legaltech », entreprises immortelles dans le secteur juridique (doc. 14). En 2017, un cabinet de conseil en dénombrait 6 exerçant leur activité en France (doc. 17). Ces entreprises proposent soit des offres générales, comme Predictice ou Case Law Consulting, soit des services limités à un type de contentieux précis, comme la justice administrative pour Supra Legem ou le droit social pour Tiger-Legal (doc. 4).

Ces entreprises sont toutefois de développement récent et restent encore limitées dans leurs réalisations - Elles n'ont pour la plupart pas encore ouvert d'offres publiques de service ou communiqué leur prix d'abonnement (doc. 10). Elles se limitent également à certaines catégories de contentieux comme ceux relatifs aux indemnités de licenciement ou aux prestations compensatoires, annonçant des offres plus complètes dans le futur (doc. 6). Enfin, des expériences menées sur des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (doc. 13) ou encore une offre proposée à des magistrats des Cours d'appel de Rennes et Douai (doc. 9) n'ont pas permis de mettre en évidence une réelle valeur ajoutée des algorithmes de justice prédictive.

Malgré ces limites, le secteur de la justice prédictive reste amené à se développer du fait des effets positifs attendus de ses avancées ainsi que de l'ouverture programmée de l'accès aux décisions de justice.

## B. Une croissance annoncée par un accès facilité aux décisions de justice

La loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique prévoit la mise à disposition du public des décisions de justice, aussi bien pour la justice judiciaire que pour la justice administrative (doc. 1 et 8). On qualifie cette politique d'ouverture des données d'« open data » : ces données sont accessibles gratuitement par tous, et peuvent librement faire l'objet d'une réutilisation (doc. 2). L'ensemble de ces décisions nouvellement mises à disposition constitue pour les algorithmes un passage à l'échelle supérieure en termes de ressources disponibles pour élaborer leurs prévisions. Ce facteur, de même que les progrès généraux de l'intelligence artificielle, constitue un réservoir de croissance pour le secteur de la justice prédictive (doc. 3 et 10). La mise à disposition des données reste toutefois un problème complexe, qui nécessitera probablement plusieurs années pour être mené à bien (doc. 10).

Les promesses de solutions offertes aux professionnels du droit par la justice prédictive peuvent également constituer un moteur de son



développement - La simplification de la recherche juridique est l'un des premiers services proposés par ces sociétés (doc. 15). Le site Doctrine.fr propose ainsi un moteur de recherche de jurisprudence accessible en langage naturel et prétend offrir d'importants gains de temps aux avocats grâce à cet outil (doc. 6).

Pour les avocats, ces sociétés proposent des services qui prévoient une fourchette de montants probables décernés par le tribunal à l'issue d'un litige, ce qui doit les aider à évaluer l'opportunité d'une action en justice (doc. 4). D'autres prévoient d'enrichir leur offre en proposant, à terme, des suggestions de moyens juridiques les plus susceptibles d'éaboutir à une décision favorable (doc. 6).

Pour les juges, des outils d'aide à la décision peuvent faciliter certains contentieux répétitifs (doc. 9) ou enrichir le processus de décision par une information plus complète sur, le cas échéant, des montants d'indemnité accordés dans des situations similaires (doc. 10). Le recours plus systématique à des modes alternatifs de règlement des différends doit aussi entraîner, pour les promoteurs de la justice prédictive, un désengorgement des tribunaux (doc. 7).

Le développement de la justice prédictive n'est cependant pas <sup>seul</sup> modifier le fonctionnement même de la justice, ce qui appelle une réflexion sur son accompagnement.

## II - La nécessaire réflexion sur l'encadrement de la justice prédictive

Les acteurs de la justice anticipent le développement de la justice prédictive en réfléchissant à ses conséquences : qu'elles soient internes sur le contenu même des décisions de justice (A), ou bien externes, sur les évolutions du rôle du juge ou de l'avocat (B).

### A. L'impact de la justice prédictive sur le sens de la décision de justice

Le risque d'uniformisation du fait de la justice prédictive a été mis en avant par plusieurs acteurs concernés : devant un algorithme qui met en évidence une forte majorité statistique de décisions précédentes uniformes, il devient plus difficile pour un juge de choisir une opinion différente, quand bien même des circonstances d'espèce pourraient le justifier (doc. 9). Face à ce risque, il est proposé de cantonner ces algorithmes à un strict rôle d'assistance à la décision et de réaffirmer l'indépendance du juge qui, ultimement, décide librement (doc. 10). Cet effet peut également porter préjudice à l'avocat en le dissuadant de porter un dossier considéré par l'algorithme comme voué à l'échec, ce qui pourrait aussi à l'avenir rendre plus difficiles les revirements de jurisprudence (doc. 10).



La question des biais des algorithmes se pose plus largement à toutes les applications de l'intelligence artificielle mais trouve particulièrement à s'appliquer pour la justice prédictive (doc. 11). En matière pénale, des expériences menées aux États-Unis ont montré la présence de biais raciaux envers certains groupes de population dans le cadre de l'évaluation du risque de récidive (doc. 10). En France, aucune entreprise de justice prédictive ne propose de service en matière pénale, pour des raisons d'éthique, mais rien ne l'interdit pour autant (doc. 9).

Plusieurs réponses ont été proposées en matière de régulation face à ce risque : imposer une obligation de transparence ou de certification des algorithmes, ou encore permettre leur contrôle par la puissance publique ou par des experts indépendants tenus au secret professionnel (doc. 5 et 14).

La justice prédictive recèle également des changements sur la façon de travailler des juges ou des avocats -

## B - L'évolution dans l'exercice des métiers de la justice

Les avocats sont les principaux clients visés par les entreprises de justice prédictive et sont donc les premiers concernés par l'évolution de leurs missions du fait de ces nouveaux services (doc. 6). La justice prédictive se propose d'automatiser les tâches les plus simples, comme les recherches juridiques ou la rédaction de certains actes. Elle occasionne donc, dans les cabinets d'avocats, une substitution du capital au travail qui peut donner lieu à des suppressions d'emplois (doc. 12).

Le caractère inéluctable de ces transformations invite à repenser le rôle de l'avocat, en valorisant davantage sa spécificité, et en favorisant sa collaboration avec les ingénieurs et les statisticiens (doc. 6).

Le juge est également concerné par le développement de la justice prédictive : sa personne même peut devenir le facteur d'explication du sens d'une décision. Il est amené à être davantage exposé qu'auparavant et à voir sa pratique professionnelle plus régulièrement analysée (doc. 12). Un débat existe sur les modalités pratiques de l'open data des décisions de justice et sur la question d'anonymiser ou non les noms des magistrats concernés. Les partisans de l'anonymisation avancent le risque d'une mise en cause personnelle du magistrat par le public ou par le pouvoir politique (doc. 18). D'autres magistrats ne sont prêts à l'accepter qu'avec un renforcement de la collégialité, et avançant un impératif de transparence contre l'arbitraire (doc. 20).